NUMÉRO 2 — SUPPLÉMENT A L'ESPAGNE NOUVELLE 15 MAI 1939

TÉMOIGNAGES

Organe de l'Association Révolutionnaire des Miliciens d'Espagne

DROIT D'ASILE

L'HIPPODROME HUMAIN DU BARCARES

« Avez-vous déjà entendu parler de l' « hippodrome » « du Barcarès ?

« Si donc vous ne le savez pas encore, je vais tâcher « de vous expliquer ce que c'est : un coin de sable séparé « du reste du monde par plusieurs rangs de barbelés à « l'intérieur desquels sont placés ceux des réfugiés qui « sont accusés d'être de « fortes têtes », des perturbateurs « de l'ordre du camp. Vous savez que tous les internés « sont strictement soumis aux disciplines militaires dont les « officiers français et espagnols exigent le respect. Vous « devinez ainsi combien il peut être facile à n'importe quel « galonné de présenter comme des actes d'indiscipline ou « de sabotage toute réponse à des brimades, par exemple. « L'ironie — que l'on rencontre si souvent, fine ou impi- « toyable, chez nos camarades espagnols — est aussi mal « vue que toute affirmation trop résolue de dignité. Et je « vous assure que la peur de l'hippodrome est à la base de « bien des acceptations !

« La peine a une durée mininum de 48 heures, mais « il est bien rare que cette durée ne soit pas largement « augmentée. L'homme qui est condamné à subir ce châ- « timent endure, au préalable, un traitement qui n'est pas « que bizarre, hélas ! Ses cheveux sont rasés et *tous* les « boutons de ses vêtements sont arrachés, cela afin de « rendre plus difficile sa lutte contre le froid. Il est alors « conduit ainsi au lieu de son supplice. Durant tout le « temps qu'il y passera, il ne recevra *absolument rien* : « pas une goutte d'eau, pas un gramme de pain ; et si « un camarade s'avisait de vouloir lui faire parvenir des « vivres ou une couverture, on l'enverrait aussitôt le re- « joindre. Vous imaginez les nuits, à quelques mètres de « la mer, quand la tramontade souffle...

« Pour lutter contre un engourdissement qui serait fatal, « les malheureux marchent, puis se mettent à courir sans « arrêt : d'où ce nom *d'hippodrome*, terriblement amer et « exact. Car on ne traite pas ainsi des hommes. »

(cité par Robert Louzon, « S. I. A. » du 4 mai 1939)

LE RIRE DE FRANCO DANS LE CIMETIERRE

« La Propagande anti-française de Franco, après la « restitution de la Flotte réfugiée à Bizerte, prit dans la « presse espagnole une forme d'ironie cruelle. Il s'agissait « d'une suite de photos destinées à démontrer dans quelle « misère les Français plongeaient les miliciens internés « dans nos camps de concentration du Sud-Ouest.

« Ces miliciens, tant honnis la veille en tant que « ca- « naille rouge », redevenaient pour les besoins de la cause « des « frères de race ».

« ...Il y avait jusqu'à l'image d'un cimetierre... »

(André Salmon, « Le Petit Parisien » du 8 mai 1939)

J'ACCUSE !

Nous donnons ci-dessous quelques extraits, malheureusement très abrégés d'un témoignage du socialiste Jérôme Ventura, volontaire en Espagne républicaine. Ventura s'est battu sur le front de Teruel dans des secteurs particulièrement durs. Revenu à Antibes, son pays natal à la suite des événements qu'il relate ci-dessous, en butte aux attaques des staliniens locaux, la section socialiste d'Antibes, cédant au chantage du « parti frère », l'a exclu sans même vouloir l'entendre.

Le témoignage de Jérome Ventura, dans sa simplicité, dépouillé de toute littérature constitue un réquisitoire terrible contre ceux qui ont trahi la lutte de libération du peuple espagnol.

J'ai quité Antibes le 9 novembre 1936, pour arriver à Albacete, base des B. I. (Brigades Internationales), le 17 à minuit, en même temps que 700 camarades français.

Le lendemain, on nous a conduits dans le terrain vague qui avoisine la gare, pour acclamer Marty ; cette cérémonie étant exigée par le protocole des B. I. Ensuite, on nous classa par « armes » et je fus affecté à la 3e batterie d'artillerie, dont le capitaine était, à ce moment, un de mes meilleurs amis, venu comme moi de la section d'Antibes du parti socialiste.

J'ai collaboré à la formation de la batterie, puis du groupe, où je remplissais les fonctions de secrétaire. Une fois cette organisation terminée, le groupe fut envoyé à Chinchilla, village de 3.000 habitants, sur la route de Valence, afin de dégager Albacète, encombré par les arrivées de volontaires, afin aussi de nous préparer à monter au front en nous familiarisant avec le matériel.

ELECTIONS

Après quelques jours, vint un commissaire politique en tournée d'inspection. Il proposa de nommer un délégué politique dans la batterie et consulta nos fiches individuelles pour dénombrer les communistes. Il put voir qu'ils n'étaient qu'une vingtaine sur 75 camarades ; aussi, dès le lendemain, une cellule communiste était formée dans la batterie.

De nombreux camarades en furent choqués. Ils protestèrent, disant : « Nous sommes venus nous battre contre les fascistes et non faire de la politique, nous devons rester des antifascistes unis, et non devenir des partisans d'un clan ou d'un parti. » Néanmoins, le secrétaire de la cellule, sans occuper aucun poste de commandement militaire, commença à donner des ordres et à prendre des initiatives. De nombreux commissaires politiques nommés par Marty et contrôlant entièrement les B. I., venaient quotidiennement nous rendre visite et distribuer l'*Humanité*, seul journal toléré. Naturellement, nous bénéficions chaque jour d'une harangue vantant non seulement les mérites du « père bien aimé de tous les peuples », Staline, mais encore ceux de son « fils spirituel », André Marty, commissaire politique général. A ce moment, le « fils spirituel » touchait 240 pesetas par jour, correspondant à un pouvoir d'achat de plus de 1.000 francs, tandis que les volontaires avaient 3 pesetas sur les 10 que le gouvernement espagnol leur allouait (nourriture et habillement à part). Nous n'avons jamais su à qui étaient destinées les 7 pesetas ainsi retenues.

Enfin, un soir, le secrétaire de la cellule demanda des permissions de la nuit pour les 20 communistes et pour une vingtaine de « sympathisants », il s'agissait d'offrir un vermouth à un « camarade colonel russe ».

Le lendemain, j'appris que le « camarade colonel » n'était pas venu, il avait été remplacé par un commissaire politique, un Allemand venu d'Albacète. Après avoir offert de « nombreuses et bonnes bouteilles », m'ont dit certains camarades, outrés de ces procédés, le commissaire annonça que des élections auraient lieu le lendemain pour nommer un délégué politique et que le seul candidat capable, honnête... etc., était Chailloux, membre du parti communiste.

L'élection eut lieu à main levée et Chailloux fut élu par 50 voix contre 24 abstentions, malgré toutes nos protestations contre ce procédé. La batterie était désormais divisée en deux, communistes et antifascistes non-communistes.

Quelques jours plus tard, en service commandé à Albacète, j'ai rencontré aux bureaux de l'état-major deux commissaires politiques, Lepmann, un Belge, et Pinson, un Français.

— Ça va à Chinchilla ? me dit Lepmann.

— Très bien, répondis-je croyant sa question ironique.

— Mais, je te reconnais, tu es au bureau du groupe d'artillerie.

— Oui, c'est bien moi.

Me prenant pour un communiste, il me tapa sur l'épaule et me dit avec fierté :

— Tu as vu si on les a possédés ? avec quelques bouteilles ! c'est moi qui ai organisé le coup. A présent, il faudra que les autres filent droit, car là-haut, il n'y a pas que les balles fascistes qui tuent !

Puis, les deux commissaires partirent pour « organiser d'autres élections ».

A la grande indignation de mes camarades de la batterie, je leur racontai comment leur élection avait été organisée comme en Allemagne ou en Russie. Comme on ne parlait toujours pas de nous envoyer au front, le mécontentement croissait en même temps que la surexcitation des esprits. La gare de Chinchilla, point stratégique et embranchement de plusieurs lignes importantes, ayant été alors bombardée pour la 4e fois, on se décida à nous envoyer à Almansa, sur la route de Valence et, au bout d'une semaine, l'artillerie espagnole nous fournit des pièces.

LA COLUMNA DE HIERRO

Parlant l'espagnol, je servis d'interprète auprès du commandant de la place et auprès de la gérance des chemins de fer. Lorsque j'eus tout arrangé et que le matériel fut chargé, deux heures avant le départ, un commissaire politique m'annonça que je ne partais pas avec la batterie, ainsi que mes deux meilleurs camarades. Je protestai auprès du capitaine de la batterie, celui qui était mon ami, mais il ne voulut rien me dire et refusa de faire une démarche en ma faveur. Les vingt camarades non-communistes vinrent protester et lui rappelèrent tous les services que j'avais pu rendre à la batterie. Comme aucun argument n'avait de poids, mes camarades annoncèrent qu'ils refusaient de monter au front si je n'allais pas avec eux, ainsi que les deux autres « exclus ».

Le capitaine se décida alors à téléphoner à l'E. M. Politique d'Albacète, on lui répondit « qu'il n'y avait pas de raison de m'écarter, mais que c'était ainsi ».

Vingt et un camarades refusèrent de partir. De tendances différentes, ils étaient venus en Espagne comme volontaires, pour servir un idéal, aider la République espagnole à sauver sa liberté et non pour coloniser l'Espagne au profit de l'U. R. S. S.

La batterie, privée de quelques-uns de ses meilleurs spécialistes, partit à l'heure indiquée.

Mes camarades et moi, nous décidâmes alors de nous rendre au siège social de la C. N. T. pour expliquer aux responsables notre situation.

Deux jours plus tard, nous étions admis à la « Columna de Hierro » (Colonne de fer), de la C. N. T. et nous partions de Valence en car spécial pour prendre part à la première attaque de Téruel, le lendemain matin à quatre heures.

Les camarades qui formaient la « Columna de Hierro » appartenaient tous à la C. N. T. et à la F. A. I. et nous fûmes très bien reçus, sans que personne s'occupe de nos idées politiques.

Par la suite, de nombreux volontaires des B. I. vinrent nous retrouver dans les colonnes confédérales. En février 1937, la 13e brigade des B. I. vint au repos à quelques kilomètres de nous, plus de 500 volontaires la quittèrent pour rejoindre notre colonne ou d'autres colonnes de la C. N. T. Ils étaient écœurés des mauvais traitements qu'on leur faisait subir aux B. I., des sermons quotidiens à la gloire du « Père bien aimé », Staline, et de son apôtre Marty. Ils avaient l'impression de n'être plus des volontaires libres, mais des esclaves que l'on fait marcher à la trique. Beaucoup étaient indignés d'avoir reçu, avant l'attaque du 27 décembre, des bidons de « gnole » contenant une forte proportion d'éther, tout comme dans les armées capitalistes...

Au début du mois d'avril 1937, la « Columna de Hierro » descendit à Valence, car toutes les unités combattantes devaient être militarisées. La Colonne de fer s'était opposée à cette mesure tant que ce fut possible, mais elle dut céder à la fin, bien qu'elle fut très populaire à Valence, à la suite d'une campagne de diffamation de la presse stalinlinienne. A ce moment d'ailleurs, de nombreux camarades de la C. N. T. qui, âgés de plus de 30 ans, n'étaient pas dans les classes appelées, rentrèrent chez eux, comprenant que la révolution était trahie.

GUET-APENS

Les camarades de ma centurie m'avaient proposé comme commandant de la compagnie. L'élection devait avoir lieu le 17 avril. La veille, vers 14 h. 30, je me rendais à une convocation du commandant de la brigade, suivant une rue dont j'ignore le nom, entre la rue Colon et la rue Luis-Sirval, lorsque je fus assailli par quatre individus. Ils me saisirent les mains, me tordirent les poignets pour m'empêcher de prendre mon révolver, sinon je les aurais abattus comme des chiens ; on me mit des menottes et on me jeta dans une voiture qui suivait.

J'ai compris aussitôt que mes assaillants étaient des agents de la Tcheka ; ils étaient quatre, deux Français, un Espagnol et un Russe. Ils me conduisirent place de Tétouan, dans les bureaux des B. I. de Valence, et de force ils me firent monter au 1er étage. (suite page 4)

Anciens Miliciens ! adhérez à L'A.R.M.E.

NUMÉRO 2 SUPPLÉMENT A L'ESPAGNE NOUVELLE 15 MAI 1939

TÉMOIGNAGES

Organe de l'Association Révolutionnaire des Miliciens d'Espagne

DROIT D'ASILE

L'HIPPODROME HUMAIN DU BARCARES

« Avez-vous déjà entendu parler de l' « hippodrome » « du Barcarès ?

« Si donc vous ne le savez pas encore, je vais tâcher « de vous expliquer ce que c'est : un coin de sable séparé « du reste du monde par plusieurs rangs de barbelés à « l'intérieur desquels sont placés ceux des réfugiés qui « sont accusés d'être de « fortes têtes », des perturbateurs « de l'ordre du camp. Vous savez que tous les internés « sont strictement soumis aux disciplines militaires dont les « officiers français et espagnols exigent le respect. Vous « devinez ainsi combien il peut être facile à n'importe quel « galonné de présenter comme des actes d'indiscipline ou « de sabotage toute réponse à des brimades, par exemple. « L'ironie — que l'on rencontre si souvent, fine ou impi- « toyable, chez nos camarades espagnols — est aussi mal « vue que toute affirmation trop résolue de dignité. Et je « vous assure que la peur de l'hippodrome est à la base de « bien des acceptations !

« La peine a une durée mininum de 48 heures, mais « il est bien rare que cette durée ne soit pas largement « augmentée. L'homme qui est condamné à subir ce châ- « timent endure, au préalable, un traitement qui n'est pas « que bizarre, hélas ! Ses cheveux sont rasés et *tous* les « boutons de ses vêtements sont arrachés, cela afin de « rendre plus difficile sa lutte contre le froid. Il est alors « conduit ainsi au lieu de son supplice. Durant tout le « temps qu'il y passera, il ne recevra *absolument rien* : « pas une goutte d'eau, pas un gramme de pain ; et si « un camarade s'avisait de vouloir lui faire parvenir des « vivres ou une couverture, on l'enverrait aussitôt le re- « joindre. Vous imaginez les nuits, à quelques mètres de « la mer, quand la tramontade souffle...

« Pour lutter contre un engourdissement qui serait fatal, « les malheureux marchent, puis se mettent à courir sans « arrêt : d'où ce nom *d'hippodrome*, terriblement amer et « exact. Car on ne traite pas ainsi des hommes. »

(cité par Robert Louzon, « S. I. A. » du 4 mai 1939)

LE RIRE DE FRANCO DANS LE CIMETIERRE

« La Propagande anti-française de Franco, après la « restitution de la Flotte réfugiée à Bizerte, prit dans la « presse espagnole une forme d'ironie cruelle. Il s'agissait « d'une suite de photos destinées à démontrer dans quelle « misère les Français plongeaient les miliciens internés « dans nos camps de concentration du Sud-Ouest.

« Ces miliciens, tant honnis la veille en tant que « ca- « naille rouge », redevenaient pour les besoins de la cause « des « frères de race ».

« ...Il y avait jusqu'à l'image d'un cimetierre... »

(André Salmon, « Le Petit Parisien » du 8 mai 1939)

J'ACCUSE !

Nous donnons ci-dessous quelques extraits, malheureusement très abrégés d'un témoignage du socialiste Jérôme Ventura, volontaire en Espagne républicaine. Ventura s'est battu sur le front de Teruel dans des secteurs particulièrement durs. Revenu à Antibes, son pays natal à la suite des événements qu'il relate ci-dessous, en butte aux attaques des staliniens locaux, la section socialiste d'Antibes, cédant au chantage du « parti frère », l'a exclu sans même vouloir l'entendre.

Le témoignage de Jérome Ventura, dans sa simplicité, dépouillé de toute littérature constitue un réquisitoire terrible contre ceux qui ont trahi la lutte de libération du peuple espagnol.

J'ai quité Antibes le 9 novembre 1936, pour arriver à Albacete, base des B. I. (Brigades Internationales), le 17 à minuit, en même temps que 700 camarades français.

Le lendemain, on nous a conduits dans le terrain vague qui avoisine la gare, pour acclamer Marty ; cette cérémonie étant exigée par le protocole des B. I. Ensuite, on nous classa par « armes » et je fus affecté à la 3e batterie d'artillerie, dont le capitaine était, à ce moment, un de mes meilleurs amis, venu comme moi de la section d'Antibes du parti socialiste.

J'ai collaboré à la formation de la batterie, puis du groupe, où je remplissais les fonctions de secrétaire. Une fois cette organisation terminée, le groupe fut envoyé à Chinchilla, village de 3.000 habitants, sur la route de Valence, afin de dégager Albacète, encombré par les arrivées de volontaires, afin aussi de nous préparer à monter au front en nous familiarisant avec le matériel.

ELECTIONS

Après quelques jours, vint un commissaire politique en tournée d'inspection. Il proposa de nommer un délégué politique dans la batterie et consulta nos fiches individuelles pour dénombrer les communistes. Il put voir qu'ils n'étaient qu'une vingtaine sur 75 camarades ; aussi, dès le lendemain, une cellule communiste était formée dans la batterie.

De nombreux camarades en furent choqués. Ils protestèrent, disant : « Nous sommes venus nous battre contre les fascistes et non faire de la politique, nous devons rester des antifascistes unis, et non devenir des partisans d'un clan ou d'un parti. » Néanmoins, le secrétaire de la cellule, sans occuper aucun poste de commandement militaire, commença à donner des ordres et à prendre des initiatives. De nombreux commissaires politiques nommés par Marty et contrôlant entièrement les B. I., venaient quotidiennement nous rendre visite et distribuer l'*Humanité*, seul journal toléré. Naturellement, nous bénéficions chaque jour d'une harangue vantant non seulement les mérites du « père bien aimé de tous les peuples », Staline, mais encore ceux de son « fils spirituel », André Marty, commissaire politique général. A ce moment, le « fils spirituel » touchait 240 pesetas par jour, correspondant à un pouvoir d'achat de plus de 1.000 francs, tandis que les volontaires avaient 3 pesetas sur les 10 que le gouvernement espagnol leur allouait (nourriture et habillement à part). Nous n'avons jamais su à qui étaient destinées les 7 pesetas ainsi retenues.

Enfin, un soir, le secrétaire de la cellule demanda des permissions de la nuit pour les 20 communistes et pour une vingtaine de « sympathisants », il s'agissait d'offrir un vermouth à un « camarade colonel russe ».

Le lendemain, j'appris que le « camarade colonel » n'était pas venu, il avait été remplacé par un commissaire politique, un Allemand venu d'Albacète. Après avoir offert de « nombreuses et bonnes bouteilles », m'ont dit certains camarades, outrés de ces procédés, le commissaire annonça que des élections auraient lieu le lendemain pour nommer un délégué politique et que le seul candidat capable, honnête... etc., était Chailloux, membre du parti communiste.

L'élection eut lieu à main levée et Chailloux fut élu par 50 voix contre 24 abstentions, malgré toutes nos protestations contre ce procédé. La batterie était désormais divisée en deux, communistes et antifascistes non-communistes.

Quelques jours plus tard, en service commandé à Albacète, j'ai rencontré aux bureaux de l'état-major deux commissaires politiques, Lepmann, un Belge, et Pinson, un Français.

— Ça va à Chinchilla ? me dit Lepmann.

— Très bien, répondis-je croyant sa question ironique.

— Mais, je te reconnais, tu es au bureau du groupe d'artillerie.

— Oui, c'est bien moi.

Me prenant pour un communiste, il me tapa sur l'épaule et me dit avec fierté :

— Tu as vu si on les a possédés ? avec quelques bouteilles ! c'est moi qui ai organisé le coup. A présent, il faudra que les autres filent droit, car là-haut, il n'y a pas que les balles fascistes qui tuent !

Puis, les deux commissaires partirent pour « organiser d'autres élections ».

A la grande indignation de mes camarades de la batterie, je leur racontai comment leur élection avait été organisée comme en Allemagne ou en Russie. Comme on ne parlait toujours pas de nous envoyer au front, le mécontentement croissait en même temps que la surexcitation des esprits. La gare de Chinchilla, point stratégique et embranchement de plusieurs lignes importantes, ayant été alors bombardée pour la 4e fois, on se décida à nous envoyer à Almansa, sur la route de Valence et, au bout d'une semaine, l'artillerie espagnole nous fournit des pièces.

LA COLUMNA DE HIERRO

Parlant l'espagnol, je servis d'interprète auprès du commandant de la place et auprès de la gérance des chemins de fer. Lorsque j'eus tout arrangé et que le matériel fut chargé, deux heures avant le départ, un commissaire politique m'annonça que je ne partais pas avec la batterie, ainsi que mes deux meilleurs camarades. Je protestai auprès du capitaine de la batterie, celui qui était mon ami, mais il ne voulut rien me dire et refusa de faire une démarche en ma faveur. Les vingt camarades non-communistes vinrent protester et lui rappelèrent tous les services que j'avais pu rendre à la batterie. Comme aucun argument n'avait de poids, mes camarades annoncèrent qu'ils refusaient de monter au front si je n'allais pas avec eux, ainsi que les deux autres « exclus ».

Le capitaine se décida alors à téléphoner à l'E. M. Politique d'Albacète, on lui répondit « qu'il n'y avait pas de raison de m'écarter, mais que c'était ainsi ».

Vingt et un camarades refusèrent de partir. De tendances différentes, ils étaient venus en Espagne comme volontaires, pour servir un idéal, aider la République espagnole à sauver sa liberté et non pour coloniser l'Espagne au profit de l'U. R. S. S.

La batterie, privée de quelques-uns de ses meilleurs spécialistes, partit à l'heure indiquée.

Mes camarades et moi, nous décidâmes alors de nous rendre au siège social de la C. N. T. pour expliquer aux responsables notre situation.

Deux jours plus tard, nous étions admis à la « Columna de Hierro » (Colonne de fer), de la C. N. T. et nous partions de Valence en car spécial pour prendre part à la première attaque de Téruel, le lendemain matin à quatre heures.

Les camarades qui formaient la « Columna de Hierro » appartenaient tous à la C. N. T. et à la F. A. I. et nous fûmes très bien reçus, sans que personne s'occupe de nos idées politiques.

Par la suite, de nombreux volontaires des B. I. vinrent nous retrouver dans les colonnes confédérales. En février 1937, la 13e brigade des B. I. vint au repos à quelques kilomètres de nous, plus de 500 volontaires la quittèrent pour rejoindre notre colonne ou d'autres colonnes de la C. N. T. Ils étaient écœurés des mauvais traitements qu'on leur faisait subir aux B. I., des sermons quotidiens à la gloire du « Père bien aimé », Staline, et de son apôtre Marty. Ils avaient l'impression de n'être plus des volontaires libres, mais des esclaves que l'on fait marcher à la trique. Beaucoup étaient indignés d'avoir reçu, avant l'attaque du 27 décembre, des bidons de « gnole » contenant une forte proportion d'éther, tout comme dans les armées capitalistes...

Au début du mois d'avril 1937, la « Columna de Hierro » descendit à Valence, car toutes les unités combattantes devaient être militarisées. La Colonne de fer s'était opposée à cette mesure tant que ce fut possible, mais elle dut céder à la fin, bien qu'elle fut très populaire à Valence, à la suite d'une campagne de diffamation de la presse stalinlinienne. A ce moment d'ailleurs, de nombreux camarades de la C. N. T. qui, âgés de plus de 30 ans, n'étaient pas dans les classes appelées, rentrèrent chez eux, comprenant que la révolution était trahie.

GUET-APENS

Les camarades de ma centurie m'avaient proposé comme commandant de la compagnie. L'élection devait avoir lieu le 17 avril. La veille, vers 14 h. 30, je me rendais à une convocation du commandant de la brigade, suivant une rue dont j'ignore le nom, entre la rue Colon et la rue Luis-Sirval, lorsque je fus assailli par quatre individus. Ils me saisirent les mains, me tordirent les poignets pour m'empêcher de prendre mon révolver, sinon je les aurais abattus comme des chiens ; on me mit des menottes et on me jeta dans une voiture qui suivait.

J'ai compris aussitôt que mes assaillants étaient des agents de la Tcheka ; ils étaient quatre, deux Français, un Espagnol et un Russe. Ils me conduisirent place de Tétouan, dans les bureaux des B. I. de Valence, et de force ils me firent monter au 1er étage. (suite page 4)

Anciens Miliciens ! adhérez à L'A.R.M.E.

« Mieux vaut incarcérer mille innocents que de laisser courir un seul coupable »

(Kopic)

J'ai quarante-huit ans. — J'occupais en Allemagne une situation importante et considérée dans les milieux juridiques,

Le fascisme hitlérien m'a fait perdre cette situation en 1937 et m'a obligé de quitter mon pays. Convaincu que le nazisme ne peut être vaincu par de belles phrases, mais seulement par notre volonté agissante, je m'engageai immédiatement comme volontaire dans l'armée populaire espagnole. J'en suis revenu au cours de l'été 1938 profondément déprimé et déçu par la cupidité, l'incapacité et la politique sectaire des dirigeants des Brigades Internationales, dont je devais souffrir comme d'ailleurs bon nombre de mes camarades. On pourrait remplir avec cela un gros volume. Cependant je n'en ferai rien pour le moment. Dans les lignes qui suivent, je ne parlerai que des prisons espagnoles. Je montrerai également que l'inquisition espagnole n'existe pas seulement dans les manuels d'histoire et dans les romans pseudo-historiques mais qu'elle a été bel et bien ressuscitée sous la République.

Mon détachement faisait partie des troupes qui, après la défaite républicaine du printemps 1938, ont été transférées de l'Espagne centrale en Catalogne. Nous étions cantonnés dans une caserne provisoire, sise dans le quartier du port de Barcelone. Le 7 mai, je quittais cette caserne puisque nous avions quartier libre. Je souffrais gravement de la vessie ; j'avais contracté cette maladie pendant l'hiver de guerre de 1937 à 1938 qui fut particulièrement dur. Sur le chemin de la caserne, je dus subitement uriner. Ce n'était pas très grave, surtout si l'on tient compte que les habitants le faisaient ordinairement sur la voie publique. Cependant j'eus la malchance de choquer la pudeur d'un agent de police. Celui-ci en informa la garde de la caserne et me fit arrêter sans autre forme de procès. A coups de crosses on me força à gagner le local de garde au pas de course. Là, l'officier de service me colla 24 heures de salle de police. Déjà soixante prisonniers se trouvaient aux arrêts dans un atelier de menuiserie désaffecté. Nous n'étions pas trop mal. Nous recevions le même rata qu'à la caserne et nous avions la possibilité de nous faire acheter quelque chose en ville. Les jours suivants, nous fûmes fort étonnés de voir toujours arriver de nouveaux prisonniers sans qu'aucun d'entre nous soit relâché. Comme un éclair dans un ciel serein, vint, après une semaine, l'ordre du général Gomez, chef de l'Etat-major des Brigades Internationales, de nous transférer dans la terrible prison de Castillo de Felds !

Nous y fûmes transportés le même jour dans plusieurs autobus, escortés par des soldats espagnols armés jusqu'aux dents. Castillo de Fels est une construction de style féodal édifiée par un riche maniaque catalan au cours de la dernière décade du 19e siècle ; il est bâti sur les ruines d'un château médiéval et se trouve à environ 40 km de Barcelone. Le gouvernement espagnol l'avait transformé en prison. Le sous-lieutenant Kopic, alors commandant de la forteresse, n'avait jamais encore été au front ; par contre, selon des témoignages dignes de foi, il brima durant deux années environ mille détenus des Brigades Internationales et montra ainsi un courage remarquable. C'est lui qui réédita la célèbre parole : « *Mieux vaut incarcérer mille innocents que de laisser courir un seul coupable* ». Ce principe va bien entendu à l'encontre de toute législation criminelle rationnelle. — Mais ce Kopic n'avait pas de chance. Durant le transport de la zone centrale en Catalogne, il maltraita un officier de la brigade italienne, qui était gravement blessé. Cela provoqua l'indignation des civils et de quelques officiers supérieurs qui avaient été témoins de cette scène. Ces derniers portèrent plainte et le firent destituer.

C'est alors que les gardiens slaves furent remplacés par des Français. Mais des garde-chiourmes restent des garde-chiourmes quelle que soit leur nationalité. Le nouveau commandant — dont le nom m'a échappé et auquel ses compatriotes promirent une vengeance sanglante — nous infligea encore plus de mauvais traitements que son prédécesseur.

Nous fûmes logés à quatre-vingts dans une ancienne écurie longue de 40 mètres et large de 3 mètres. Pas de fenêtres ; seulement deux lucarnes à deux mètres au-dessus du sol. Il nous était défendu de regarder au dehors ou de respirer l'air frais à travers ces deux trous. En cas d'infraction à cette règle, la sentinelle devait appeler immédiatement la garde et faire éventuellement usage de son arme. A Barcelone, un gardien avait grièvement blessé un miliciens des Brigades Internationales dont le seul crime avait été de vouloir respirer un peu d'air frais. Il fut félicité par ses supérieurs pour cet exploit ; dans sa citation il était dit : « c'est ainsi qu'il faut maintenir l'ordre dans la prison ». Le seau hygiénique se trouvait au milieu du local à côté du récipient contenant l'eau potable. On nous confisqua nos objets de toilette à l'arrivée.

Des saillies dans le mur et des piliers soutenant les voûtes diminuaient encore la surface habitable. La nuit, nous dormions sur le dallage sans paille, serrés comme des harengs. Inutile de dire que les jurons et les coups pleuvaient sur celui qui voulait se frayer passage vers le seau hygiénique ; la vie était intenable à cause des odeurs et des nombreuses mouches. Qu'on veuille bien y songer : nous étions en Espagne durant la saison d'été...

Notre nourriture était ainsi composée :

Le matin une gamelle de café ; midi et soir : une gamelle de pois chiches ou de haricots ; une livre de pain par jour.

En raison des retards dans le ravitaillement, souvent le repas de midi ou du soir ou le pain étaient supprimés. Au cours de ma détention, je n'ai constaté aucune variation dans le menu. Après ma libération j'ai appris que les détenus ne

(Voir la suite page 4)

Le Fascisme massacre sonne et le Stali

DANS UNE AUTRE PERIODE DE REGRESSION SOCIALE, L'ACTION PROLETARIENNE ARRACHA MARTY DU BAGNE, N'EST-ELLE PLUS CAPABLE AUJOURD HUI, D'ABATTRE LES CAMPS DE CONCENTRATION, ET D'EN FAIRE SORTIR **LES BAGNARDS DE LA LIBERTÉ ?**

Le Chemin fatal

1. Un décès mystérieux. Informations contradictoires de la presse stalinienne.

Voici en quels termes, soulignés par nous pour insister sur les contradictions, fut publiée la nouvelle de la mort du communiste allemand Hans Beimler :

« ...Hans Beimler, tombé le 1er décembre 1936, à la *Cité Universitaire* de Madrid ; atteint d'une balle fasciste au cours d'une *lutte glorieuse à la tête de ses troupes* »
(« *Freiheit* », *journal communiste Suisse*, 7 décembre 1936)

« ...Il est tombé à la *Casa de Campo* lors d'une contre-attaque des Brigades Internationales » — (« *Deutsche Volkszeitung* » du 6 décembre 1936. — La casa de Campo est à 2 ou 3 kilomètres de la Cité Universitaire.

« ...Pendant une *ronde d'inspection* dans un *chemin encaissé*... une clairière fatale... Un *tireur fasciste* a touché Hans Beimler alors qu'il traversait la clairière en courant. Une balle en plein cœur. Quand *Louis voulut se jeter à son secours*, il fut atteint d'une *balle à la tête*. Le *brancardier* lui-même fut blessé. » — (« *Illustrierte Volks-Zeitung* du 30 décembre 1936).

« ...Mort dans la *Cité Universitaire*, au cours d'une attaque, d'une balle fasciste. » — (« *Treball* », journal communiste catalan du 6 décembre 1936).

« ...Tombé à la *Casa de Campo*. » — (« *Le Volontaire de la Liberté* », journal du front, 2 décembre 1937).

« Louis tomba en tentant de ramener de la *ligne de feu* un camarade atteint d'une balle. Ce camarade se nommait Hans Beimler. » — (« *Deutsche Volkszeitung* » du 6 décembre 1936).

2. Qui était Hans Beimler ?

Hans Beimler était ancien député communiste au Reichstag allemand. Après l'arrivée de Hitler au pouvoir, il fut transporté au camp de concentration de Dachau (avril 1933). Là, il était voué à la mort après avoir subi d'effroyables tortures (voir sa brochure : H. Beimler — Au camp d'assassins de Dachau — Bureau d'Editions, Paris 1933), lorsqu'il réussit l'audacieuse évasion qui le rendit célèbre.

Il fut un des premiers à se rendre en Espagne quand la rebellion militaire y éclata. Il arriva à Barcelone en août 1936. Là, il créa la Centurie Thaelmann, une des premières formations antifascistes allemandes, précédant la constitution des Brigades Internationales dans lesquelles elle fut plus tard incorporée comme « bataillon ».

Au début de novembre 1936, Hans Beimler, bientôt nommé « Commissaire politique » de tous les bataillons allemands, se rendit, avec ses hommes, au front de Madrid. Son magnifique enthousiasme, son dévouement fervent, prêt à tous les sacrifices pour ses camarades, son courage sans limites (il était toujours en première ligne près de ses miliciens !) servirent d'exemple, et élevèrent l'esprit de résistance à des hauteurs surhumaines. « No pasaran !... » « Madrid tiendra ! » C'est alors que ces mots devinrent un *fait*. Comme par miracle, Madrid résista aux forces infiniment supérieures de l'ennemi, qui en avait déjà occupé les portes. La population dans la ville, les miliciens au front, se vouèrent, corps et âme, à une cause qui paraissait déjà perdue. N'avaient-ils pas à leur tête des hommes comme Durruti, comme Beimler, qui ne craignaient pas la mort et avaient foi en la victoire ?

Malheureusement, si d'une part Beimler pouvait compter sur l'amour et le dévouement absolu de ses miliciens, il pouvait être assuré d'autre part de la haine envieuse d'une autre catégorie de gens. Les bureaucrates se tenaient à l'écart des combattants, embusqués à l'arrière-front. Avec eux et comme eux, tous ceux des gradés qui ne pouvaient compter sur la sympathie de leurs subordonnés (n'ayant jamais rien fait pour la mériter), virent en Beimler une influence, un pouvoir, un danger, qui, le moment venu, pourrait se diriger contre eux. Comment prévenir cela ?... La bureaucratie de parti des staliniste, dont l'influence devint prépondérante lors des premières livraisons d'armes soviétiques en novembre 1936, avait pris pour mot d'ordre : « retour à l'ancienne armée bourgeoise », c'est-à-dire liquidation de *l'armée populaire révolutionnaire*, spontanément formée sur la base des groupements anarchistes, marxistes et républicains dans les premiers mois de la lutte civile. Différences de rang et de solde, distinctions, procédés disciplinaires draconiens (tous attributs de l'armée bourgeoise), abolis jusque là, furent restaurés. Les « responsables » venus de l'U. R. S. S. en même temps que les armes soviétiques veillaient à l'exécution de ce mot d'ordre.

Ces gens étaient des militaires, des commissaires politiques, et des fonctionnaires de la Tchéka. Souvent, la dernière de ces « qualités » se trouvait étroitement liée aux autres. Beimler, qui avait confiance en la volonté de lutte et la décision libre des hommes plutôt qu'en la terreur des châtiments militaires, et qui voyait précisément une grande partie de sa tâche dans un intense rapprochement des miliciens et de leurs chefs, se faisait le conseiller et l'ami de ses hommes ; et il prit la défense de leurs intérêts quand cela devint nécessaire. Tout esprit de caste était contraire à sa nature. D'où le conflit total, inévitable. Déjà à Barcelone, il avait dû lutter contre la *camarilla* bureaucratique de l'Hôtel Colon (siège de la Section allemande du Parti communiste espagnol). Mais là, son autorité morale était indiscutable : personne n'osait lui opposer une résistance sérieuse. De plus, il connaissait ses adversaires.

A Madrid, ce fut différent. On lui adjoignit un homme qui, inconnu de tous, fit soudain son apparition peu après l'arrivée de Beimler dans le secteur. Il venait de l'Union Soviétique : on le disait issu de l'Ecole Militaire de Moscou. Il se faisait appeler Richard. En matière d'expérience militaire pratique, il avait encore beaucoup à apprendre du dernier de ses hommes. Il fut pourtant, muni de pouvoirs secrets, illimités. Beimler qui, d'habitude, était toujours serein et cordial, se montra réservé et méfiant à l'égard de Richard. Lorsqu'il lui parlait, son visage franc et bon devenait dur, comme taillé dans la pierre. Nulle contestation ouverte n'éclatait entre ces deux êtres opposés en tout, mais on sentait entre eux un abîme infranchissable. Leur distance se manifestait dès l'abord, par l'allure arrogante de Richard à l'égard des miliciens.

Mais où se trouvait la force occulte qui soutenait cette conduite impérieuse ? Où devait-on chercher ceux dont il représentait seul ici, les opinions, les volontés ? Qui tenait dans ses mains les fils de l'appareil bureaucratique dans lequel Beimler, malgré lui, se sentait pris comme dans une toile d'araignée ? Avec qui faudrait-il renouveler la lutte de Don Quichotte contre les moulins à vent ? Les « responsables » vrais étaient-ils à Valence ?... à Albacète ?... à Moscou ?... A Albacète se trouvait le tout-puissant André Marty, fondé de pouvoir de son parti. C'est *lui* qui avait détourné Beimler de son chemin, le renvoyant au front de Madrid le 20 novembre quand il voulait se faire écouter à Barcelone. Sous des prétextes ridicules, qui ne furent connus qu'après, Beimler, par trois fois fut arrêté dans son voyage, et dû retourner sans avoir atteint son but. Il prit enfin une décision irrévocable. Coûte que coûte, il devait accomplir sa mission en portant à Barcelone la voix des miliciens du front. Le premier décembre, veille du jour fixé pour son départ, il se rendit une fois encore sur la ligne de feu pour y retrouver ses camarades.

Cette décision lui fut fatale. Il ne devait pas revenir vivant de cette promenade de la mort.

Les rapports officiels affirmèrent : « tombé dans la lutte glorieuse ; atteint d'une balle fasciste à la tête de ses troupes »... Mais bientôt d'autres bruits commencèrent à courir. Les miliciens de Beimler, qui connaissaient le chemin qu'il avait pris, le terrain sur lequel il s'était engagé, jugèrent impossible qu'une balle fasciste ait pu l'atteindre à cet endroit. Les fascistes étaient loin, le chemin, encaissé, était protégé par une éminence... Or, non seulement Beimler y avait trouvé la mort, mais son ami Louis Schuster avait été atteint d'une balle à la tête en cherchant à le secourir. « Comment cela est-il possible ? » se demandaient les miliciens. Bien entendu, ce ne fut qu'entre eux qu'ils posèrent cette question...

Le seul témoin survivant de cette promenade tragique était Richard. Beimler n'était pas « à la tête de ses troupes » quand la balle fatale l'avait couché. Il n'y avait avec lui que Louis et Richard, et seul Richard revint sain et sauf.

Toujours, il garda le silence (mise à part la note officielle sur la « mort héroïque » de Hans Beimler, qui fut peut-être rédigée par lui).

Cette note établit la seule version reconnue officiellement. Néanmoins, par un heureux hasard, il existait un témoin indépendant. Sa déposition est d'autant plus précieuse que, n'étant pas du Parti communiste, il n'obéissait à aucune discipline sectaire.

Ce témoin est l'interprète de Beimler, M. G. Il était son compagnon assidu à Madrid. Il ne le quitta pas non plus ce dernier jour.

L'accompagnant vers le front, il demeura à quelques centaines de pas en arrière et attendit son retour. Il le revit, mort. Beimler l'avait quitté en tout vingt minutes à peine.

Donnons ici la parole à M. G.

Voici son témoignage :

L'A. R. M. E. EST LE VERITABLE SYNDICAT DE DEFENSE DES ANCIENS COMBATTANTS PROLETARIENS EN ESPAGNE — QUE LES ANCIENS MILICIENS SE FASSENT CONNAITRE, EN VENANT NOUS VOIR LE JEUDI, DE 19 H. A 20 H., SALLES DU CAFE, 38, RUE ROCHECHOUART, PARIS, IXe.

, la Démocratie empri-nisme assassine !

LES « CHEFS » : POURRITURE QUI FERMENTE ET SE GONFLE
LES « MASSES » : POURRITURE QUI CROUPIT LENTEMENT...
NON ! PROLETARIAT, TU AS UN PASSE ET DES MARTYRS
QUI TE DICTENT L'ACTION DE CLASSE, LA REVOLUTION
PRENDS CONFIANCE EN TOI-MÊME!

de Hans Beimler

3. Rapport du camarade M. G.

Le premier décembre à neuf heures du matin nous : Hans, Louis (1), Thomas (2) et moi, nous nous rendîmes de Fuencaral (3) à la Cité Universitaire — au front. Hans voulait voir, encore une fois, ses miliciens avant de partir le lendemain pour Barcelone. Il ne cessa d'insister sur l'importance de son voyage. Personne ne pouvait l'empêcher cette fois-ci. Il devait absolument aller à Barcelone pour y mettre de l'ordre, pour expédier au front les embusqués qui se cachaient dans les bureaux : Chaia Kindermann, Moritz et les autres. Il l'avait promis à ses hommes ! Pour la première fois, Louis nous accompagnait. Hans l'avait prié de venir avec nous. Cela me parut extraordinaire. Jamais encore je n'avais entendu Beimler demander pareille chose. Se sentait-il en danger pour prier son vieil ami de rester à ses côtés ?...

Ce fut une journée froide ,sans soleil. De loin, nous entendions dions gronder les canons ; cette mélodie, nous la connaissions déjà. Arrivés au pont San-Fernando, Hans entra immédiatement dans une des deux maisonettes dans lesquelles était installé l'état-major du bataillon. Là se trouvait un appareil téléphonique en communication directe avec les premières lignes. A notre arrivée, Richard se trouvait déjà présent, en compagnie de plusieurs miliciens. Les nouvelles du front semblaient inquiétantes. On s'attendait à une attaque fasciste. Hans me donna l'ordre d'aller avec notre voiture aux lignes avancées, pour y chercher les blessés, appartenant à une colonne anarchiste, et les ramener à l'arrière. Pendant que j'étais en route, Hans fit chercher l'ambulance du bataillon Thaelmann pour évacuer les grands blessés. Toutes les autres voitures qui passaient furent arrêtées pour participer au transport. Entre temps des avions fascistes passèrent au-dessus de nos têtes. A chaque instant, nous attendions des bombes. Mais les maisonnettes durent leur sembler sans importance, car ils continuèrent leur vol sans nous bombarder.

Vers midi et demi, Hans voulut se rendre dans les lignes. Louis le lui déconseilla : « La lutte sur le front n'a pas cessé un instant — dit-il, — mieux vaudrait attendre. » Mais Hans n'était pas homme à abandonner une résolution une fois prise. Nous nous mimes donc en route.

La route menant du pont San-Fernando aux positions traverse une forêt. A cause du terrain défavorable on ne pouvait s'y engager très loin avec la voiture. Nous avions l'habitude d'abandonner l'auto à une place abritée. Quelques pas plus loin un vallon nous offrait un abri naturel. Nous y avions installé un téléphone. Là se trouvait également le premier poste de secours pour les blessés évacués des tranchées. Leurs camarades les amenaient jusqu'ici ; ensuite les brancardiers les transportaient dans les hôpitaux. A environ 800 mètres en avant se trouvait l'Ecole Agricole qu'on appelait maison « blanche », et en face de laquelle était la maison « rouge ». Après de durs combats, « la maison blanche » était restée entre nos mais, tandis que la « maison rouge » était encore occupée par les fascistes. De cet endroit, on pouvait très bien observer les tranchées ennemies qui passaient près de la «maison blanche ». De là, un chemin étroit protégé par de grands arbres épais menait en avant. Il aboutissait dans un chemin creux dont le niveau était plus profond que celui du terrain environnant. On y était à l'abri des rares balles ennemies, si l'on le traversait en se baissant. Alors les balles sifflaient au-dessus de notre tête. Une colline boisée, situé entre ce chemin creux et la « maison rouge » nous protégeait contre les balles venant de cette dernière. Il fallait encore traverser un parc avec de vieux arbres pour arriver à notre deuxième ligne. Arrivés à notre abri, nous abandonnâmes la voiture comme d'habitude. Hans enleva sa fourrure ,dont l'épaisseur aurait pu lui offrir une certaine protection contre les balles. Avant de se rendre dans les lignes, Hans me pria de lui donner ma mitraillette. Bien qu'ayant toujours un pistolet sur lui, il semblait ce jour-là éprouver le besoin de posséder une seconde arme.

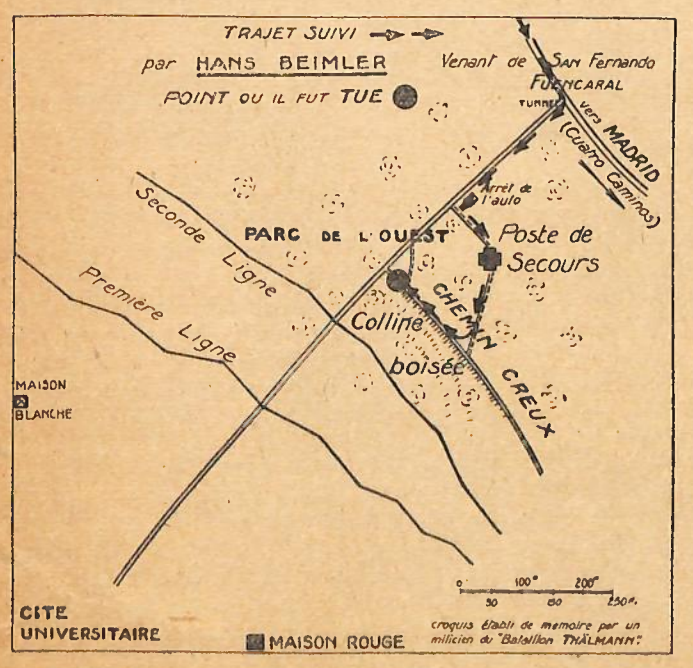
Je restai avec Thomas dans l'abri. Hans, Richard et Louis courraient à 50 mètres d'intervalle en avant. Richard, qui connaissait le terrain, partit le premier. Après leur départ, on apporta un blessé que nous mîmes dans la voiture. Thomas voulut le ramener immédiatement à l'hôpital tandis que j'insistais pour attendre le retour de Hans. Nous nous disputions encore à ce sujet, lorsque Richard sauta précipitamment dans notre tranchée. Il était complètement hors de lui. « Hans est touché par une balle au cœur », cria-t-il. « D'où sais-tu cela ? » balbutiais-je en cherchant mes mots avec grande peine. « Je l'ai entendu pousser un cri et je me suis retourné. En tombant, il porta la main au cœur. — Il faut lui porter secours, — et je m'apprêtais à sortir de la tranchée. — Reste, — hurla Richard, en m eretenant de force, — il est trop tard, Hans est déjà mort. — D'où sais-tu cela, — demandai-je à nouveau. — Je l'ai vu tomber, il a reçu une balle au cœur... tout est inutile. Louis aussi a été touché en essayant de lui venir en aide. » Richard essuya la sueur de son front ; son visage était hagard. « Louis aussi ? — ...oui, il y a des tireurs embusqués dans la maison rouge ; ils visent sur chacun qui passe et ne le manquent pas. — De la maison rouge ?... Où se trouve Hans ?...Où cela est-il arrivé ? » J'avais toutes ces questions sur les lèvres, mais Richard me coupa la parole. « Va vite chercher les brancardiers ,va-t-en vite, » cria-t-il en me poussant vers la voiture. A ce moment seulement j'aperçus entre ses mains ma mitraillette que j'avais donné quelques instats avant à Hans. Comment l'avait-il eu ? Mais je n'avais pas le temps de réfléchir ou poser des questions. Richard répéta constamment : « Va chercher des brancardiers, va-t-en vite. » Il semblait en proie à une angoisse indicible, anéanti. Je n'ai jamais vu un homme dans un état pareil. Son regard d'homme traqué restera toujours gravé dans ma mémoire.

Il ne me restait plus qu'à obéir. Je partis avec Thomas et le blessé vers le pont San-Fernando. En vain nous regardions autour de nous, cherchant une ambulance. Hans lui-même avait envoyé toutes les voitures disponibles au secteur d'une colonne anarchiste. Nous étions forcés d'aller jusqu'à Fuencarral. Dès notre arrivée, je mis le docteur Frenkel au courant de ce qui s'était passé. Celui-ci avait connu et estimé Hans ; aussi fut-il profondément affligé. Sur ses ordres, une ambulance partit immédiatement pour le front. J'allais ensuite porter la triste nouvelle au bureau politique.

Qu'était devenu Hans ? Cette question me hantait pendant tout le parcours vers le front. Devant la petite maison près du pont San-Fernando, où le poste de commandement de la brigade se trouvait installé, une ambulance était arrêtée. Un grand nombre de miliciens étaient rassemblés autour d'elles. Tous baissaient la tête dans un deuil silencieux ;beaucoup avaient des larmes aux yeux. Je m'approchais pour regarder à l'intérieur. Là, je vit le visage calme et serein de mon cher Hans Beimler. Il était paisiblement étendu comme s'il dormait. Seules les mains croisées et un mince filet de sang qui coulait de sa bouche indiquaient qu'il n'était plus vivant. Sa tête était entouré de bandages. Avait-il donc reçu une balle dans la tête et non au cœur, comme l'avait affirmé Richard auparavent ? Ou aurait-il été touché deux fois ? Au cœur et à la tête ?... « Où est tombé Hans, — demandai-je à voix basse à un milicien voisin de moi. — On dit qu'il a été touché dans le chemin creux. » Comment cela a-t-il pu arriver ? Richard avait pourtant dit : le coup est parti de la maison rouge.. De là, comment tirer sur le chemin creux ?

Maintenant seulement j eme rappelais de Louis. Où était-il resté ? Etait-il encore en vie ? — Oui, il est vivant, me répondit-on. Il a reçu une balle dans la tête. — Je ne pus en savoir davantage. Personne ne savait par qui ni dans quelle direction Louis avait été évacué. Je me proposais de le rechercher le jour-même. Je consacrais tout l'après-midi à cette besogne. Les fréquentes alertes aériennes que Madrid subissait à ce moment rendaient mes recherches particulièrement difficiles. J'allais néanmoins sans succès d'un hôpital à l'autre. Partout on me répondit qu'aucun blessé de ce nom n'avait été amené ; un mort non plus. Je me fis d'ailleurs montrer les cadavres. Cette disparition de Louis qui ressemblait étrangement à un enlèvement m'était d'autant plus incompréhensible qu'il n'était pas tombé au cours d'un combat. En outre ,son rang devait lui assurer une certaine attention.

Je devais apprendre plus tard qu'on m'avait caché sa présence dans un des hôpitaux où je l'avais demandé. Il y vécut encore deux jours avant de succomber à sa grave blessure. Peut-être aurait-il pu m'apprendre quelque chose sur la fin de Hans Beimler ; peut-être savait-il d'où étaient parties les balles qui avaient atteint Hans et lui-même. Peut-être... Il n'en devait pas être ainsi... La mort de Hans Beimler, liée si tragiquement à la sienne, reste enveloppé de mystère.



4. Sur la piste du Crime...

Résumons le rapport de M. G. :

Hans, Louis et Richard se rendent au front. Richard seul rentre sain et sauf. Hans et Louis sont atteints par *des balles*, dans un chemin creux, *derrière* les lignes — « Par des balles fascistes, tirées de la Maison rouge », — dit Richard. — « De la Maison rouge, on ne peut atteindre cette section du chemin », — diront plus tard les miliciens, qui connaissaient le chemin. — « Hans est déjà mort, atteint d'une balle au cœur », dit Richard à l'interprète de Beimler, qui voulait se porter à son secours. — « Comment peut-il le savoir ? » se demande l'interprète qui persiste. Richard l'en empêche, le retient, le pousse dans une autre direction. (« C'est trop tard ! ») Mais il paraît profondément bouleversé. Et il a dans la main l'arme de Beimler. — « Comment cela se fait-il ? » se demande l'interprète, qui commence à avoir des soupçons. Tandis qu'il part, obéissant aux ordres de Richard, pour aller chercher les brancardiers, Louis, grièvement blessé, est transporté vers une destination *inconnue*. C'est en vain que l'interprète erre d'un hôpital à l'autre pour le chercher et apprendre de lui encore quelques détails sur la mort de Beimler. Plus tard il apprendra qu'il a été trompé. Contrairement aux renseignements reçus, Louis se trouvait bien dans un des hôpitaux visités. Il y mourut d'ailleurs deux jours plus tard,

Richard seul vit encore. Seul, il pourrait encore parler. Mais il se tait. Il se tait d'une façon si complète que ce ce n'est que par une autre source qu'on apprend qu'il avait accompagné Hans et Louis au front ce matin fatal. *Fut-il vraiment seul ?* Pourquoi se tait-il ? Quand parlera-t-il ?...

A cela s'ajoute la singulière et étrange façon dont « *l'Humanité* », principal journal communiste de France, publie la mort de Beimler !... Tandis que tous les journaux, même ceux de droite, lui consacrent des biographies détaillées, *l'Humanité* , qui pourtant ne ménage pas les éloges quand il s'agit d'un des siens, publie à l'endroit le moins visible, en petits caractères, l'entrefilet suivant (*l'Humanité*, 3 décembre 1936) :

« *Le camarade Beimler tué au front.* —

» Nous apprenons que le militant communiste allemand Hans » Beimler, échappé du camp de concentration de Dachau, a été » tué sur le front de Madrid à la tête d'un détachement de la » colonne internationale. »

Cette « Nécrologie » de *l'Huma* fut le seul hommage rendu à la mémoire de Hans Beimler en France par ce journal !

Quelques observations encore sur le sort de M. G. — Contrairement aux ordres du Parti, il réussit à accompagner le cortège funèbre à Barcelone. Bientôt après l'enterrement, il fut arrêté et privé de tous ses papiers certifiant qu'il avait été l'interprète de Beimler. Il fut tenu en prison durant des semaines.

Après le grandiose enterrement de Beimler, qui s'était déroulé avec une énorme participation de la population de Barcelone, un étrange silence s'organisa.

La bureaucratie du parti (la section allemande de « l'Hôtel Colon ») voulait plonger H. B. dans l'oubli le plus rapidement possible. On ne vit nulle part de photos de lui comme ce fut le cas pour les autres camarades tombés au front ; nulle part son sacrifice ne fut mentionné ; son nom ne fut prononcé à aucune des grandes commémorations publiques ; une tombe *anonyme* lui fut donnée ; elle portait pour toute indication le numéro 69.

C'est seulement un an après que la sépulture de Beimler porta son nom, mais avec des données inexactes. Le lieu de la mort était controuvé. Beimler tomba à la « Cité Universitaire » et non à la « Casa de Campo » qui se trouve à environ 3 kilomètres de là.

Voulait-on égarer l'opinion publique en cas d'une enquête possible, ou voulait-on simplement éviter de nommer la Cité Universitaire ? Car c'est bien là aussi que fut, par derrière, lâchement abattu Durruti, 10 jours avant Beimler. Etait-ce pour empêcher de constater la coïncidence ? Les deux motifs se complètent peut-être !...

Mais, il y eût encore plus que celà : Les vrais amis de Beimler, qui parlaient de lui, qui pensaient à lui, furent mal vus. Ce furent des soupçons, des persécutions, l'isolement. L'auteur de ces lignes, ami de H. B., vint à Barcelone sans avoir, *alors*, le moindre doute en la véracité du récit officiel de sa mort. Je ne voulais que recueillir chez les camarades et les miliciens de Beimler des souvenirs, et les réunir en un livre dédié à sa mémoire. Dès mon arrivée, je me trouvais soupçonné, isolé, persécuté. Malgré les meilleures recommandations et sauf-conduits, mon travail, mon voyage à Madrid, bref, tout ce qui était nécessaire à la documentation, se heurta à des interdictions. On me défendit ouvertement de composer un livre et, ayant passé outre à cet ordre du parti, je fus arrêté. Ce fut, du reste, le sort des miliciens qui, par leurs témoignages, avaient contribué à la réalisation du livre. Tous furent arrêtés plus tard. Ils restèrent en prison pendant des semaines entières. Mais on ne comprit la vraie raison de ce traitement que le jour où fut révélé *comment* Beimler était mort.

« Avec Hans, ils ont assommé la révolution ! » m'a dit un de ses miliciens, que j'ai revu récemment. « Nous ne pouvions pas vaincre, car les meilleurs camarades ont été liquidés par leur propre parti. » Malheureusement, l'évolution ultérieure ne lui donna que trop raison. Sous la domination stalinienne, la révolution s'était transformée en contre-révolution. Elle portait en elle le germe de mort. Ce milicien, qui était un des communistes les plus ardents, qui avait voué sa vie au parti, est devenu son plus farouche ennemi, quand il apprit, sur le front même, par des camarades espagnols, comment Hans Beimler avait été assassiné. Aujourd'hui, il est anarchiste.

ANTONIA STERN

Pour paraître prochainement :

HANS BEIMLER : DACHAU-MADRID :
EIN DOKUMENT UNSERER ZEIT
par Antonie *STERN*

Ce livre, recueil de témoignages sur la vie et la mort de Beimler, sera ultérieurement traduit et publié en français.

ANTONIE STERN

ASILE ET AIDE AUX ANCIENS COMBATTANTS D'ESPAGNE
LES ABANDONNER, CE SERAIT SERVIR LE FASCISME !...
CAMARADES, AIDEZ - NOUS, SOUTENEZ NOTRE ACTION !
COMPTE COURANT POSTAL : PARIS, 2321 - 18 — DONIE RAYMOND, 34, RUE PAUL BERT, BOULOGNE (SEINE)

J'ACCUSE !

(*Suite de la 1re page*)

Là, on me fouilla, c'est-à-dire qu'on me prit tout ce que j'avais sur moi, papiers, argent, etc... La femme de Marty, grande patronne à Valence, puisqu'elle avait le grade de commissaire général, présidait à l'opération. « La belle Pauline », comme l'appelaient les volontaires des B.I., me dit avec un fort accent du Midi :

— Nous t'avons, salaud, voilà longtemps que nous te cherchions. A Albacète, on t'arrangera tes papiers.

On m'enferma ensuite dans un placard où je devais rester debout, sans pouvoir m'asseoir. Je suis resté 25 heures muré de la sorte, sans pouvoir bouger, on me refusa même d'aller aux w.-c. Le soir on me jeta un morceau de pain, mais je ne pus obtenir la moindre chose à boire.

Pendant mon « séjour » dans le placard, j'entendais mes geôliers qui buvaient et faisaient jouer un phono ; je pus surprendre une conversation où il était question de danses, de champagne, de « Bataclan » (un dancing-boîte de nuit) et j'ai pensé à mes camarades qui se faisaient casser la gueule sur le front...

Vers 16 heures, trois hommes en armes, vinrent me chercher, me mirent des menottes, me jetèrent dans une camionnette, toutes bâches baissées, qui partit en direction d'Albacète.

En cours de route, je suppliai qu'on me donnât à boire, on me refusa au début, mais parmi mes trois geôliers, il y avait un Français qui se laissa convaincre et la voiture s'arrêta à un café de village. Comme on m'avait pris mon argent, je ne pouvais prétendre qu'à avoir de l'eau et j'aurais bien voulu manger. Finalement, le Français m'apporta une bouteille d'eau et un morceau de pain, je bus la moitié de la bouteille d'un trait...

En arrivant à Albacète, vers 21 heures, on me conduisit aux prisons des B.I. où on me fit déshabiller totalement pour voir si je ne cachais rien. On me donna un pantalon, une chemise, un jersey et une paire de pantoufles, puis on me mit dans la cellule n° 6 meublée de deux couvertures servant de matelas en même temps. J'ai su, par la suite, que cette cellule était réservée aux prisonniers tenus au secret. Sans doute, beaucoup de mes prédécesseurs ne sont-ils plus de ce monde ! Certains camarades qui séjournèrent à Albacète m'ont assuré que Marty avait fait fusiller plus de 500 volontaires coupables de n'être pas dans la ligue stalinienne.

Le lendemain de mon arrivée, je n'ai vu que mes gardes-chiourmes et le secrétaire de la prison, Max..., un Roumain qui venait me voir chaque jour pour s'assurer que je n'étais pas envolé. Il me mit au courant de mon « régime » : une gamelle d'eau par jour tenant lieu de boisson et d'eau de toilette, la permission d'aller aux w.-c. deux fois par jour, accompagné d'un garde.

INTERROGATOIRES

Dans la nuit du 18 au 19 avril, un garde à fort accent allemand vint me chercher. J'ai cru sur le moment que je partais pour la « promenade » et que la mort m'avait donné rendez-vous le long du cimetière d'Albacète, où se faisaient les exécutions.

— Il n'y a pas un curé par là ?

— Sais pas, répondit le garde qui n'avait pas compris.

Me tenant par le poignet, le garde me fit traverser le couloir et me conduisit dans la pièce réservée aux interrogatoires, face à trois projecteurs qui m'aveuglèrent, moi qui était habitué à l'obscurité.

Dans la salle se tenaient cinq hommes que je devais revoir lors de tous mes interrogatoires. J'ai su leurs noms plus tard, à ma sortie de prison, les voici :

1. Bastien, avocat à Bruxelles, président, avec le grade de capitaine.

2. Chavée, avocat à Charleroi, lieutenant, quoique membre du parti ouvrier belge (socialiste, il adhéra au parti communiste en Espagne : probablement était-il ambitieux et comme l'U.R.S.S. faisait la loi par le chantage des armes, ceux qui avaient des desseins personnels devaient faire des courbettes à Marty. Malheureusement, ceux qui se sont prostitués moralement de cette façon sont bien nombreux. Je n'en veux citer en exemple que mon ancien ami, venu de la section socialiste d'Antibes avec moi et qui a adhéré au P.C. en Espagne. A force de servilité vis-à-vis du « serviteur dévoué » de Staline (Marty) ce lieutenant français, est devenu lieutenant-colonel et commandant de l'artillerie d'un corps d'armée.

3. Boyer, Français (je crois même d'Ivry), surnommé à Albacète le « videur de poubelles ». Pour quelles raisons ?

4. Kopic, Yougoslave, commandant la prison.

5. Un Russe, toujours habillé de velours, sans galons : je ne l'ai jamais entendu dire un mot.

Chavée faisait fonction de secrétaire-greffier. Il lit mon acte d'accusation : vol d'armes, de munitions, d'effets militaires, désertion, organisation de mutinerie.

Il me fut aisé de rejeter une par une ces accusations. L'interrogatoire dura deux heures. Avant de me reconduire dans ma cellule, Chavée me conseilla de « réfléchir » et me dit que j'avais tout intérêt à « faire des aveux » !

Dix jours plus tard, nouvelle séance devant mes « juges ». Chavée me dit :

— On a écrit en France par avion, nous sommes renseignés sur toi maintenant.

— Parfait, dis-je, je crois que la plaisanterie touche à sa fin.

— Tu es un trotskyste, un espion à la solde de Hitler.

— Moi ! un espion à la solde d'Hitler ? fis-je en éclatant de rire, vous êtes malades !

Chavée m'expliqua ensuite que Chinchilla avait été bombardé d'après mes renseignements. La colère me prit et je frappai sur la table :

— Si vous voulez ma peau, envoyez-moi à la « promenade » comme mas camarades, vous êtes les plus forts, mais je ne me laisserai pas salir par une bande de jésuites comme vous.

Sur un geste de Kopic, trois gardes entrèrent et me battirent jusqu'au sang et j'eus une crise nerveuse comme cela m'arrive depuis que j'ai été enseveli par une bombe devant Téruel. Quand j'ai demandé un médecin, on m'a répondu qu'on « ne faisait pas de sentiment » et que si je crevais, cela « ferait une balle de plus pour le front » !

Les interrogatoires se succédaient avec des moyens de pression variés, on voulait toujours me faire avouer et je finissais toujours par recevoir des coups de pied, au point de rentrer dans ma cellule en sang.

Une fois, Chavée m'a demandé d'écrire mon « curriculum vitæ », mentionnant spécialement mon activité politique. J'ai refusé, de peur qu'on ne maquille mon texte pour me faire avouer des horreurs.

VISITES

Puis on parut m'oublier jusqu'à ce que je sois réveillé au milieu de la nuit par un remue-ménage dans le couloir. Je pensais qu'un de mes camarades partait pour la « promenade » lorsque tout le conseil judiciaire entra dans ma cellule ; j'ai cru que c'était la visite matinale au condamné et j'ai pensé au verre de rhum. Chavée m'insulta, me dit : « Tu as de la chance qu'on ne fusille plus aux B.I. », puis sans que je puisse l'éviter, m'envoya un grand coup de pied dans le ventre qui me fit perdre connaissance.

Quelques jours après, nouvel interrogatoire. Pour tenter quelque chose, je dis à mes bourreaux :

— Si je suis coupable de tout ce dont vous m'accusez, c'est très grave et mon cas ne relève pas des B.I. mais des autorités espagnoles. Je demande à être traduit devant le tribunal révolutionnaire de Valence.

Cet argument sembla porter et je ne fus plus brutalisé.

Parfois, j'avais des « visites » dans ma cellule ; des prisonniers qui ne restaient qu'une journée.

Le premier, un camarade du Tarn-et-Garonne, fut amené une nuit, couvert de sang, pieds et poings liés. Malgré la défense qui me fut faite, je le détachai. Il sortait de l'hôpital avec 7 blessures (2 balles et 5 éclats d'obus). Il était coupable d'avoir réclamé les cigarettes (envoyées par les ouvriers français) auxquelles il avait droit...

La deuxième visite : un capitaine d'artillerie français qui avait été arrêté à Valence au cours d'une permission. Il était coupable d'être venu en Espagne par l'ambassade, sans passer par les organismes communistes.

Une autre fois ce fut un Allemand. Il hurlait et se frappait la tête contre les murs en criant : « Prolet ! Prolet ! (prolétariat).» Il voulait se tuer et j'ai dû entamer une lutte avec lui pour l'empêcher de s'ouvrir le poignet. Enfin j'arrivai à le raisonner. Il était accusé d'espionnage, comme moi...

LE HASARD FAIT BIEN LES CHOSES

Enfin, le 9 juin 1937, le soir après la soupe, je frappai à la porte comme d'habitude, pour aller aux w.-c. Le garde vint, c'était un nouveau que je n'avais jamais vu encore. « Cabinet », dis-je (c'était la formule.) — Bon, vas-y », répondit-il. Je fus très étonné car d'habitude on me faisait toujours attendre que les w.-c. soient vides puisque j'étais au secret ; j'ai su plus tard que providentiellement, le nouveau garde n'avait pas encore reçu les consignes me concernant.

En arrivant aux w.-c., je trouvai trois occupants, l'un d'eux me dévisagea et me dit :

— Je te reconnais, tu étais au groupe d'artillerie à Chinchilla.

— Oui, c'est moi.

— Moi, j'étais à la 5e batterie.

— Excuse-moi, je ne suis pas physionomiste et, depuis que je suis ici, le moral n'est pas bon.

— Tu es là depuis longtemps ?

— 54 jours.

— Il y a de quoi devenir fou ! Les salauds ! voilà 10 ans que j'appartiens au P.C., j'ai compris et je regrette de n'avoir pas fichu le camp avec les « anars » (chez les anarchistes), avec les copains, à Téruel. Enfin, je sors de prison après-demain et je vais rentrer en France.

— Veux-tu me sauver la vie ? Ecris à deux adresses que voici, dis qu'on veut me faire passer pour un espion et qu'il faut faire le nécessaire auprès du commandant de la brigade et du responsable du comité de défense des Colonnes confédérales.

Le garde arrivait, mon camarade partit en me jetant un regard qui signifiait : « Tu peux compter sur moi. »

Le 14 juin, on me conduisit devant Chavée, au bureau de la prison.

Il me lut un texte, une décision judiciaire abandonnant l'accusation de désertion et accordant les circonstances atténuantes. Je devais rejoindre mon unité avec le grade de capitaine. Ce document était signé du commandant de la base des B.I., le commandant Vidal, de son vrai nom Gayman, je crois qu'il était conseiller municipal de la région parisienne.

On me rendit mes habits, toutes doublures décousues, on refusa de me laisser faire ma toilette. Je passai au bureau, on me remit mon portefeuille : sur les 730 pesetas que j'avais à mon arrestation, il n'en restait que 400 ; je réclamai les 330 pesetas ainsi que mes papiers et mon revolver, on me dit de les demander aux bureaux de la C.J. ou à Valence.

Enfin ! me voilà dans la rue, la première bouffée d'air me grise et je dois m'asseoir sur le bord du trottoir...

En cherchant mes papiers aux bureaux de la C.J., je trouvai Bastien et Chavée qui se montrèrent très aimables et m'offrirent de l'avancement si je voulais rester aux B.I. J'avais bien envie de leur cracher à la figure, mais je me contentai de répondre évasivement et de réclamer mes papiers ; Bastien me dit qu'on les enverrait au commandant de la brigade. Ils continuèrent à me faire des avances. Chavée me montra sa carte du parti socialiste belge, alors que pendant les interrogatoires il disait toujours : « Notre parti communiste ! »

Finalement, ils me demandèrent de « ne pas garder un trop mauvais souvenir de la prison », m'offrirent trois paquets de cigarettes de luxe, Lucky Strike, que je refusai et me demandèrent de déjeuner avec eux, ce que je refusai également...

A mon retour à Valence, mes camarades de la C.N.T. me reçurent avec joie. J'appris par la suite comment j'avais été délivré : mon camarade prisonnier avait envoyé deux lettres, comme je le lui avais demandé et, le 14 juin, à 10 heures, les représentants de ma brigade et du Comité de défense des Colonnes confédérales se rendirent au ministère de la Guerre. Ils exigèrent ma mise en liberté immédiate ; aussitôt on téléphona du ministère à Albacete et, à 11 heures, j'étais convoqué par Chavée pour ma libération.

. . . . . .

Après quelques jours de repos, je repartis au front dans le secteur de Téruel. En septembre, le commandant du corps d'armée ordonna à tous les volontaires étrangers de quitter les brigades espagnoles pour servir dans les B.I. Une telle décision présentait trop de danger pour moi et je rentrai en France, rapatrié par la préfecture des Pyrénées-Orientales : j'étais de retour à Antibes le 15 septembre. J'avais deux francs dans ma poche.

Jérôme VENTURA.

Mieux vaut incarcerer mille innocents que de laisser courir un seul coupable

(*Suite*)

recevaient qu'un repas chaud par jour, tandis que la ration de pain restait la même. Après plusieurs semaines de détention, nous ressemblions à des fantômes avec nos figures sales et non rasées. Aucun médecin ne vint jamais dans la prison. Les malades étaient soignés par un coiffeur barcelonais. La vermine nous dévorait. Il est vraiment étonnant qu'aucune épidémie n'ait éclaté parmi nous.

J'ai dépeint la vie normale de notre prison. Mais il y avait des aggravations diverses, infligées pour « infraction au règlement ». Le cachot était particulièrement redouté. On pouvait passer jusqu'à quinze jours dans un sombre « cagibi » avec comme nourriture du pain sec et de l'eau.

De fréquentes inspections des détenus avaient lieu. Nous étions alors rassemblés tout nus dans la cour. Nos vêtements, nos corps et les parties intimes furent sévèrement inspectés. On nous confisqua les objets les plus nécessaires, des vêtements, du linge, parfois même des chaussures et des lunettes... afin de les « envoyer aux combattants » ! Le lendemain, nous pouvions voir parader les scribes et les gardiens de la prison avec nos dépouilles. A beaucoup de camarades on confisqua leur solde : soi-disant au profit du Secours Rouge.

Les détenus appartenaient à des milieux très différents. Ceux qui avaient voulu rentrer chez eux et qui n'avaient pas réussi à atteindre la France constituaient le gros des prisonniers. A côté d'eux il y avait quelques types qui, en leur qualité de payeurs, avaient mangé la grenouille, etc. D'autres détenus étaient inculpés « *d'espionnage et de sabotage* »... J'y rencontrais également un groupe de jeunes Anglais qui s'étaient basés sur un accord conclu entre les gouvernements anglais et espagnol pour demander leur rapatriement. En guise de réponse, on les expédia tout simplement à Castillo de Fels. Cela m'a été raconté par ces camarades dont l'attitude m'inspirait confiance. Je n'ai donc aucune raison de mettre en doute la véracité de leur récit. Une aventure pire arriva à un jeune Luxembourgeois que la délégation des Brigades Internationales avait déjà autorisé à rentrer dans son pays. A cause d'une erreur, il fut expédié à Castillo de Fels où il dut passer plusieurs semaines avant qu'on s'en aperçut.

Pendant les cinq premières semaines de ma détention, personne ne s'occupait de moi. Le commissaire politique vint parfois dans notre local pour nous apporter des journaux. Il était sourd à nos plaintes. S'il était de bonne humeur, il déclarait : « *Nous sommes en guerre et on n'y peut rien* »

Après ces cinq semaines, je fus conduit au bureau de la prison où le commissaire politique et le commandant m'interrogèrent. Je leur expliquai les vrais motifs de ma détention, tels que je les ai exposés au début de ce récit. Le commissaire s'écria : « *Ce n'est pas pour un pareil motif qu'on est envoyé à Castillo de Fels* » et m'invita à dire la vérité. Une bonne idée me vint alors à l'esprit. Je leur racontai que j'avais écrit en Allemagne des articles juridiques qui en leur temps avaient été bien accueillies par la presse internationale. Instinctivement j'avais frappé juste. Les deux manitous eurent une peur terrible devant des révélations éventuelles. J'eus gain de cause. Comme aucun dossier me concernant n'existait, je fus considéré comme « *prisonnier en voie d'amendement* ». En vertu de ce jugement de Salomon, on me transféra dans le département correspondant. Du coup, ma situation se trouva améliorée. Je pus aller me faire couper les cheveux et me faire raser. Mon linge et mes vêtements qui étaient pleins de vermine, furent échangés contre des effets propres. Je fus logé dans une chambre aérée, avec vue sur la mer et la plaine catalane. Ma nourriture devint convenable. Je reçus aussi du tabac. Je ne pouvais plus me plaindre.

Mon entretien avec le commissaire politique avait encore d'autres conséquences. Environ une semaine plus tard, je fus conduit devant un membre de la commission d'investigation, la terrible Tchéka espagnole. Celui-ci se fit exposer mon cas et ordonna ma libération et mon transfert à Barcelone.

Arrivé à Barcelone, je dus me faire soigner à l'hôpital, car le séjour en prison m'avait terriblement éprouvé. A l'hôpital, on me déclara inapte pour le service. Je pus donc quitter l'Espagne.

Je ne suis pas un être faible. J'ai participé à deux guerres et j'avais été deux fois blessé. Ma santé a toujours été bonne. Mon invalidité n'est que la conséquence des souffrances et des privations que j'ai endurées en Espagne.

H.P.